



Photos : fabrizio pizolante

«On nous pardonne moins un certain hédonisme ou des comportements affairistes. Cela se traduit dans les sondages que nous avons commandés pour notre académie d'été», relève le rapporteur du projet de budget 2015 Franz Fayot à propos de son parti, le LSAP.

un sérieux avertissement. Mais le processus a commencé avant les élections de 2013, car cette tendance à la baisse a été constatée depuis les années 80. On observe effectivement une érosion de notre électoral due à toute une série de causes sur lesquelles nous avons réfléchi. Nous avons des objectifs très précis dans trois domaines : la substance politique du parti, la communication et l'organisation interne du parti. Une perte de vitesse sur 20 ou 30 ans est un phénomène complexe qui est très bien décortiqué dans cette note de la fondation qui propose aussi différents remèdes dans les domaines que je viens de citer. Nous allons y travailler et présenter dans six mois des buts précis à atteindre. Cette perte dans l'électorat socialiste n'est pas un phénomène purement luxembourgeois mais européen.

Quelles étaient les conclusions de cette note plus précisément? Est-ce un document à usage purement interne?

C'est un document interne, mais il va être rendu public à un certain moment. C'est une excellente réflexion, structurée, avec différentes thèses qui expliquent l'état actuel du LSAP dont le rétrécissement de son champ politique avec les chrétiens-sociaux, les libéraux et les verts qui défendent eux aussi des idées de gauche et bien sûr déi Lénk qui a bataillé sur nos terres. Mais il y a aussi le comportement de certains de nos ministres et personnels politiques qui a égratigné la dimension morale que doit avoir un parti de gauche. Je ne veux pas donner de noms mais dire simplement qu'il y a des choses plus difficiles à défendre

pour nous que pour d'autres partis. On nous pardonne moins un certain hédonisme ou des comportements affairistes. Cela se traduit dans les sondages que nous avons commandés pour notre académie d'été et qui montrent bien cette tendance. Il faudra surtout, et c'est une de nos conclusions, avoir du courage sur le plan du positionnement politique, être solidaire eu sein du parti et occuper les positions socia-

composé de personnalités issues d'horizons très différents et on constate que ces différentes composantes existent toujours. Le LSAP est un parti relativement uni, même si nous avons des sympathisants plus à gauche que d'autres. J'espère en tout cas que nous restons un grand parti populaire dans lequel nous occupons tout le spectre du centre gauche à la gauche relativement extrême. Nous n'avons pas de fron-

étaient un bon exemple du contraire, puisque nous avons eu pour la première fois une vraie discussion politique en vue des élections des eurodéputés. Nous avons vu le candidat socialiste, Martin Schultz, plaider pour une Europe plus sociale, une Europe axée sur la croissance, une Europe resserrée avec une réflexion sur les compétences de la Commission qui se concentrerait sur ce qui est essentiel. Nous

C'est votre vision du courage politique?

Le courage politique c'est de ne pas se laisser dicter les décisions par le secteur privé, c'est avoir une vision claire de nos objectifs, d'avoir le courage de défendre des thèses pas toujours très populaires, comme le faisait Robert Krieps, par exemple. Il ne faut pas avoir peur de lancer des débats. Dans le cadre de la réforme fiscale, les socialistes devront présenter leur réforme idéale, quitte à ne pas pouvoir tout imposer.

Vous êtes un spécialiste de la place financière qui vit des bouleversements réglementaires tous azimuts. Quel avenir lui prédiriez-vous?

Je pense que la place financière va changer. C'est une construction complexe avec différentes composantes. Il y a des industries qui se portent très bien comme les fonds d'investissement plutôt florissants et qui restent une activité non liée à la fiscalité. Il y a le secteur bancaire qui, lui, va changer profondément et des banques vont encore disparaître, surtout des banques privées. Il y aura moins de joueurs mais plus grands. De nouvelles niches vont se construire dans le secteur ICT, je pense aux nouvelles technologies comme la monnaie électronique, les services de paiements et archivages électroniques. Ce qui est important, c'est qu'elle soit une place financière éthique avec des industries durables qui ne parasitent pas les États voisins. Nous sommes dans un contexte de compétition fiscale qui va toujours plus diminuer.

Pour être tout à fait franc, je ne sais pas encore grand-chose [à propos du budget] à ce stade



les-démocrates. Il nous faudra aussi des personnels politiques compétents et mieux communiquer sur nos positions.

Vous parlez d'une nécessaire solidarité au sein du parti. Est-ce que, à l'instar du PS français, vous avez aussi des frondeurs genre Montebourg?

Je pense que le phénomène est moindre au LSAP. Nous ne sommes pas comparables au PS français, car nous sommes plus proches dans la tradition politique d'un SPD allemand. Le PS français est un parti

deurs dans le groupe parlementaire mais je dirais que quelques-uns ressentent une certaine nervosité à l'approche de la présentation du budget, car ils ne savent pas encore à quoi s'attendre. Malgré tout, nous sommes un groupe et un parti assez soudé.

Philippe Seguin disait que "la droite et la gauche sont deux détaillants qui ont le même grossiste, l'Europe". Que pensez-vous de ce constat?

Je ne le pense pas du tout. Et les dernières élections européennes

avions en face une droite qui plaide pour l'austérité budgétaire. Nous avons eu ce clivage gauche-droite. Il y a eu très longtemps cette pensée unique, cette doctrine économique néolibérale mais nous observons sa fin. En tout cas, on s'en libère car ce modèle n'est plus soutenable, les gens s'en aperçoivent aussi. Je pense que le rôle de la gauche, au Luxembourg comme au niveau européen, est de mener cette réflexion et ce mouvement vers une autre politique, plus soucieuse des droits des plus faibles et qui protège les acquis sociaux tout en veillant à une économie forte, mais plus soutenable et plus verte.

Repères

État civil. Né le 28 février 1972, Franz Fayot est père de trois enfants.

Formation. Il a étudié le droit à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne de 1992 à 1996.

Profession. Franz Fayot est avocat, inscrit au barreau de Luxembourg depuis 1997.

Théâtre. Il siège au conseil d'administration du théâtre des Casemates.

Député. Il est élu député en octobre 2013, prenant ainsi la succession de son père, Ben Fayot.